

### Grains fourragers

Le ministre chargé de la Commission du blé travaille à la mise au point de plans pour la manutention de fortes quantités de blé. Aux États-Unis, une acre sur sept sert en 1973 à la culture du soya. Il y a quelques années, cette culture était très peu répandue. Je veux démontrer par là que les tendances mondiales au niveau des approvisionnements changent très rapidement. Le ministre devrait y songer très sérieusement avant d'établir des plans définitifs en ce qui concerne notre réseau de transport.

Pourquoi y a-t-il au Canada une pénurie de protéines en poudre? Ainsi que le faisait remarquer l'orateur qui m'a précédé, il y avait certaines indications qu'une pénurie surviendrait. Celles-ci ont apparemment été négligées. La Russie et la Chine ont acheté au total 54 millions de boisseaux de soya des États-Unis. Il est possible qu'ils aient vendu à trop bas prix. Cette situation est similaire à celle que nous connaissons aujourd'hui au Canada où nous vendons notre blé à de très bas prix.

L'année dernière, la Russie a acheté 28 millions de tonnes d'aliments, le plus gros achat d'aliments qu'ait jamais fait un pays du monde. Cela explique peut-être la soudaine pénurie d'aliments sur le continent nord-américain. Les deux pays ont vendu des produits alimentaires à des prix trop bas et connaissent maintenant la pénurie et des prix très élevés pour les produits alimentaires.

L'autre raison de ce débat est la rumeur. Où a-t-elle commencé? Était-ce intentionnel? Était-ce accidentel? Cela remonte à un article de l'édition du 29 juin du *Globe and Mail*. On disait qu'un comité du cabinet recommandait de retirer les grains fourragers du contrôle de la Commission du blé. Le comité du cabinet sur les grains fourragers avait envoyé sa recommandation au cabinet.

Il y a plusieurs semaines, j'ai entendu le ministre de la Justice (M. Lang) lors d'une émission radiophonique à Regina. Il a dit qu'il ne serait pas nécessaire de discuter cette question à la conférence de Calgary. Il connaissait la position des premiers ministres et des gouvernements provinciaux et il n'allait pas changer d'avis. Cela nous amène à certaines des questions qu'ont posées ce soir les ministériels. Ils veulent connaître l'opinion des partis de l'opposition et veulent savoir ce que nous ferions. Ils viennent à nous à la onzième heure et nous demandent des conseils bien réfléchis.

Pourquoi nous demandent-ils maintenant des conseils? Cette question est à l'étude depuis deux ans. Le comité permanent de l'agriculture devrait l'avoir étudiée. En tant que nouveau membre du comité de l'agriculture, j'ai été assez naïf pour croire vraiment que c'était ainsi que l'on décidait d'une politique. Je croyais vraiment que les partis se réunissaient pour essayer de trouver des solutions aux problèmes du pays. La décision a été prise. Elle a bel et bien été arrêtée. Le ministre chargé de la Commission du blé demande ce que nous ferions. Il veut des renseignements et des idées. A la onzième heure, il ira à la conférence de Calgary et posera la même question. Lorsque les ministres de l'agriculture se rencontreront à Charlottetown, on leur posera la même question. Le ministre sait parfaitement bien que toutes les décisions ont été prises depuis longtemps.

● (0020)

J'ai reçu ce soir un télégramme du syndicat du blé de la Saskatchewan qui achète et manutentionne deux tiers du blé de la province et s'inquiète beaucoup de la situation. Il y a eu une réunion du comité et le télégramme que j'ai reçu mesure probablement 30 pouces, c'est le plus long que j'aie jamais reçu. Il indique bien l'inquiétude que suscite

[M. Horner (Battleford-Kindersley).]

la rumeur chez les gens de l'Ouest et surtout ceux de cette province.

Au téléphone aujourd'hui j'ai demandé à un habitant de la Saskatchewan s'il était sérieux. Je lui ai assuré que personne n'essaierait d'enlever le contrôle des céréales fourragères à la Commission canadienne du blé. Il a dit: «Oui, c'est ce que nous pensions lorsqu'ils ont parlé du programme LIFT. J'étais à Ottawa à ce moment-là et nous en avons tous ri. Plusieurs mois après, nous avons constaté que c'était vrai.» Les habitants de la Saskatchewan sont assez susceptibles à propos de ces rumeurs et on les comprend, même si cela peut paraître ridicule. Ils ne vont pas prendre cela à la légère après cette expérience.

J'aimerais lire un extrait du télégramme en question:

Le Conseil a noté que les rumeurs selon lesquelles l'autorité complète sur les céréales fourragères—avoine, orge et blé—pourraient ne plus appartenir à la Commission canadienne du blé. Selon lui, les discussions avec les gens, à travers la province, ont montré que les agriculteurs de l'Ouest n'accepteront aucune mesure qui modifie considérablement la fonction de la Commission du blé.

Le conseil a affirmé que l'honorable Otto Lang, ministre chargé de la Commission canadienne du blé et l'honorable Eugène Whelan, ministre de l'Agriculture, avaient eu l'occasion d'apaiser les craintes sur la question des céréales fourragères, mais qu'ils ne l'avaient pas fait. Ils ont donné l'assurance que tout nouveau système pour les céréales fourragères ne ferait pas de tort à l'Ouest mais ils n'ont fait aucune remarque significative sur la question du contrôle de la Commission du blé.

Au Canada, le conseil d'administration a dit que l'on avait établi une méthode de manutention des céréales tournant autour d'un organisme central de commercialisation, la Commission canadienne du blé. La Commission fixe les quantités, coordonne les transports, joue le rôle d'organisme central de vente et, grâce au principe de la mise en commun assure aux producteurs un prix stable pour leurs marchandises.

Le télégramme se termine ainsi:

D'après le conseil si la politique du gouvernement fédéral en matière de grains, qui sera annoncée dans le courant du mois, ne satisfait pas les souhaits des cultivateurs de l'Ouest, M. Lang et M. Whelan devraient être appelés à s'expliquer devant la plus grande foule de cultivateurs jamais rassemblée dans l'histoire de la province.

Voilà une déclaration sans ambages faite par un groupe très importants de céréaliers de l'Ouest. J'espère que le ministre chargé de la Commission du blé prendra note de leur façon de voir.

J'aimerais maintenant faire quelques commentaires sur certaines des remarques du député néo-démocrate. Cela peut paraître étrange mais si on retire à la Commission du blé le contrôle des céréales fourragères, une chose est certaine: le NPD votera avec le gouvernement car il sait que mon parti se prononcera contre. Un député de ce parti a évoqué le retour à la vente de cultivateur à cultivateur ou de cultivateur à engraisseur sous le contrôle de la Commission du blé. Depuis qu'un gouvernement conservateur a autorisé la vente de grains aux engraisseurs nous avons vu se créer un commerce représentant des millions de dollars en Saskatchewan et en Alberta.

Je me souviens de l'époque où tous les veaux étaient expédiés en Ontario—et je ne reproche pas aux députés NPD de l'Ontario de vouloir que les ventes de ferme à ferme restent sous le contrôle de la Commission du blé afin que ce commerce se réimplante en Ontario. En Saskatchewan et en Alberta la vogue de l'engraissement a créé des centaines d'emplois. Les usines de conditionnement des viandes qui commencent maintenant à s'implanter dans l'Ouest constituent un événement remarquable qui ne se serait jamais produit si on n'avait pas autorisé la vente directe des grains aux engraisseurs.